

Unité départementale Drôme-Ardèche
3 avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 25 janvier 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANEE

Route de Ruoms
BP 47
07150 VALLON PONT D ARC

Références : 20220125-RAP-DAEN0036

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2022 dans l'établissement UNION DES DISTILLERIES DE LA MÉDITERRANÉE implanté 49 chemin de Bacchus à 07150 VALLON PONT D'ARC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 20/01/2022, l'OFB a prévenu la DREAL d'un déversement non réglementé dans un ruisseau affluent de la rivière Ardèche. Le site UDM est suspecté.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANEE
- 07150 VALLON PONT D ARC
- Code AIOT dans GUN : 0006102447
- Régime : Autorisation

L'Union des Distilleries de la Méditerranée (UDM) exploite une importante distillerie à Vallon Pont d'Arc.

Le groupe UDM regroupe 5 sites de production en France et emploie au total 150 personnes.

Le site de Vallon Pont d'Arc est spécialisé dans la fabrication d'alcools (bio-carburant, alcool de bouche, alcool rectifié) et de produits à haute valeur ajoutée (colorants, polyphénols) mais aussi de produits permettant une valorisation maximale des produits entrants (tartrate de calcium, compost, pépins, pulpe...).

Les produits distillés sont les marcs de raisins (25 000 t/an voire 30 000 t/an) qui sont récupérés

après les vendanges et ensilés sur place, et les lies de vinification (50 000 hl/an) qui sont récupérées toutes l'année.

Par ailleurs, certains produits fabriqués sur d'autres sites subissent un travail de finition à Vallon Pont d'Arc pour obtenir des produits élaborés.

L'effectif de la distillerie est de 40 personnes travaillant en 3 x 8 heures du lundi au samedi.

Dans le détail, la production de la distillerie de Vallon Pont d'Arc est la suivante :

- Distillation de marcs et lies générant 150 hl/j d'alcool pur. Affinage de l'alcool par redistillation (alcool neutre rectifié). La production est commercialisée à 50 % pour les bio-carburants et le reste en alcool de bouche ou en alcool rectifié pour les vins doux naturel, la chimie ou l'industrie pharmaceutique.
- Finition de produits :
 - colorants naturels alimentaires (rouge),
 - polyphénols (anti-oxydants),
 - tartrate de calcium ;
- Amendements organiques conformes à la norme NF U 44-051.

La production est arrêtée de la mi-juin à fin août avec une fermeture du site du 15 juillet au 15 août.

Le thème de la visite retenue est : rejets aqueux suite à déversement accidentel du 20 janvier 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
3	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.3.1	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 2.2.2	Incident du 20/01/2022
2	Rejet direct d'effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.4.2	Incident du 20/01/2022
4	Le plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.3.2	
5	Étanchéité des réseaux	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.3.3	
6	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.4.4	
7	Valeurs limites d'émission des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.4.9	
8	Mesures contradictoires des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.5.2	
9	Transmission des résultats de l'autosurveillance rejet aqueux	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.5.3	
10	Étanchéité de la dalle	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 6.3.1	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Autorisation de rejet STEP	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.4.7	Copie de la convention de déversement donnée lors de l'inspection

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site UDM est bien à l'origine du déversement non contrôlé dans le ruisseau de « Berlatière ». L'inspection des installations classées a pu constater le dysfonctionnement à l'origine de cet incident

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déclaration d'incident/accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 2.2.2
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constat n° 1 :</p> <p>Jeudi 20 janvier 2022, l'inspection des installations classées a été prévenue d'un déversement d'eaux « polluées » dans le ruisseau de « Berlatière » par courriel de la DDT à 10h30. Le site UDM de Vallon-Pont-d'Arc est suspecté.</p> <p>L'inspection des ICPE a pris contact avec l'exploitant le jour même vers 11 h.</p> <p>Le responsable Environnement n'avait pas remarqué de soucis particuliers.</p> <p>Pour faire suite, le responsable maintenance effectue une ronde sur site et découvre un problème avec les pompes de relevage : elles ne fonctionnent pas et les eaux industrielles du site passent par une surverse canalisée et se déversent dans le réseau d'eaux pluviales communal.</p> <p>Vers 12 h, les pompes sont remises en route et le déversement cesse.</p> <p>Demande : Réaliser une déclaration d'incident sans délais et transmettre le rapport précisant les causes, les éléments précis de l'incident (quantité et qualité des eaux déversées, etc...) ainsi que les mesures prises pour éviter ce même type d'incident.</p> <p>Délai : 15 jours à partir de la date de l'incident</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives

Nom du point de contrôle : Rejet direct d'effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.4.2
Prescription contrôlée : Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface sont interdits.
Constat n° 2: Les eaux industrielles du site (issues du process et/ou issues de l'écoulement des tas de compost) sont recueillies au point le plus bas du site dans un bassin cylindrique à ciel ouvert et semi-enterré. Les eaux de ce bassin sont relevées vers le système de pré-traitement (les lagunes) via des pompes présentes dans un regard situé 10 m plus loin. Ce regard est donc équipé de deux pompes de relevages (débit estimé 80 m ³ /h chacune) mais également d'une conduite vraisemblablement en surverse donnant dans un regard d'eaux pluviales, communal à l'extérieur du site (chemin de prépaillere). Ce regard d'eau pluviale déverse dans le ruisseau dit de « berlatière ». Suite aux épisodes de gel de ces derniers jours, le système de détection de présence d'eau dans le regard de relevage des eaux industrielles a été endommagé. Les pompes n'ont pas fonctionné pendant plusieurs heures (48 h max) et les eaux se sont donc écoulées via la surverse du regard du site vers celui d'eaux pluviales communal puis dans le ruisseau. Dès connaissance du problème, jeudi vers 12 h, l'exploitant a remis en route les pompes et cessé les écoulements via la surverse. Demande : Cesser immédiatement tout déversement dans le ruisseau dit de « berlatière » . Délai : immédiat
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives

Nom du point de contrôle : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.3.1
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non conforme aux dispositions du présent titre est interdit. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
Constat n° 3 : Le regard de relevage des eaux industrielles vers les lagunes présente une conduite permettant des écoulements à l'extérieur du site. Demande : Condamner la conduite de surverse afin d'éviter tout écoulement à l'extérieur du site. Délai : 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites administratives
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Le plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.3.2
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constat n°4 : La société UDM détient un schéma de ses réseaux mais une mise à jour est en cours de réalisation par une entreprise extérieure. En effet, le dernier schéma date de 2013. Demande : Transmettre le plan mis à jour. Délai : 6 mois
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives

Nom du point de contrôle : Étanchéité des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.3.3
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.
Constat n° 5 : Lors de la mise à jour du schéma des réseaux, l'entreprise extérieure aurait réalisé des tests d'étanchéité. Demande : Transmettre le résultat des investigations concernant l'étanchéité des réseaux. Le cas échéant, fournir un échéancier de réalisation des travaux. Délai : 6 mois
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives

Nom du point de contrôle : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.4.4
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées devront être raccordées à un bassin de rétention capable de recueillir le premier flot, soit 10 mm d'eau et être rejetée par la suite en tête de lagunes.
Constat n° 6 : Une partie des eaux pluviales du site sont recueillies au point le plus bas du site dans un bassin cylindrique afin d'être envoyées dans les lagunes. Une autre partie des eaux pluviales semble aller directement dans les lagunes sans passer dans le bassin cylindrique. A ce jour, l'exploitant ne sait pas justifier du volume nécessaire au recueil du premier flot (10 mm) sur son site et si son bassin est suffisant. Demande : Estimer le volume du premier flot en cas de pluie (10 mm sur le site) et prévoir son recueil avant envoi dans les lagunes. Délai : 6 mois
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.4.9
Prescription contrôlée : Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies pour la période du 15 septembre de l'année n au 15 mai de l'année n+1.
Constat n° 7 : L'arrêté préfectoral indique des valeurs limites d'émission pour le rejet des eaux industrielles. Ces valeurs s'appuient sur la convention réalisée avec la station d'épuration communale. Les valeurs mesurées pour 2021 indiquent des dépassements réguliers, en concentration et en flux, pour les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none">- Azote- DCO- MES- Phosphore Demande : Respecter les valeurs limites d'émission indiquées dans l'arrêté préfectoral et dans la convention avec la station d'épuration. Délai : 3 mois
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives

Nom du point de contrôle : Transmission des résultats de l'autosurveillance rejet aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.5.3
Prescription contrôlée : Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).
Constat n° 8 : Le système d'information GIDAF n'est pas renseigné depuis octobre 2021. Demande : Renseigner GIDAF au fil de l'eau et faire passer à l'inspection les résultats des 4 derniers mois. Délai : 15 jours
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives

Nom du point de contrôle : Mesures contradictoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.5.2
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer au moins une fois par an par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une analyse sur la totalité des paramètres mentionnées à l'article 5.4.9 à l'entrée et à la sortie de la lagune.
Constat n° 9 : Des mesures contradictoires sont réalisées pour les rejets aqueux seulement en sortie de lagunes et seulement tous les deux ans. La dernière mesure a été réalisée le 20/05/2021 par l'organisme APAVE et une copie du rapport a été donnée en inspection. Demande : Faire réaliser par un organisme agréé un prélèvement et une analyse sur la totalité des paramètres mentionnées à l'article 5.4.9 à l'entrée et à la sortie de la lagune pour l'année 2022. Délai : 12 mois
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives

Nom du point de contrôle : Étanchéité de la dalle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 6.3.1
Prescription contrôlée : Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.
Constat n° 10 : L'exploitant ne sait pas prouver si l'aire de compostage est étanche et si toutes les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont bien récupérées dans le système de gestion des eaux du site. Demande : Vérifier l'étanchéité des aires de compostage et des aires de stockage. En cas de non-conformité détectée, fournir un échéancier réaliste de réalisation des travaux. Délai : 6 mois
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives

Nom du point de contrôle : Autorisation de rejet STEP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.4.7
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation et les avenants sont transmis par l'exploitant au Préfet.
Constat n° 11 : Une convention a bien été signée le 29/01/2014 entre UDM, la ville de Vallon-Pont-d'Arc et la société d'exploitation de la station d'épuration. Cette convention vaut autorisation de déversement (article 1 ^{er}) et précise les caractéristiques que doivent respecter les rejets de UDM.
Type de suites proposées : Sans suite